

— BROCHURE DES RÉSULTATS DE MISE EN ŒUVRE



PROGRAMME INFRASTRUCTURE QUALITÉ DE L'AFRIQUE CENTRALE

BROCHURE DES RÉSULTATS
DE MISE EN ŒUVRE



**FÉV.
2019**



Le PIQAC est financé
par l'Union européenne



Le PIQAC est mis en
œuvre par l'ONUDI



PROGRAMME INFRASTRUCTURE QUALITÉ DE L'AFRIQUE CENTRALE

BROCHURE DES RÉSULTATS
DE MISE EN ŒUVRE





SOMMAIRE

- 2** Mot d'introduction de la Délégation de l'Union européenne au Gabon
- 3** Mot d'introduction du Commissaire de la CEMAC
- 4** Préface du Directeur du département TII – ONUDI

6 INTRODUCTION

- 8** 1.1- Le Programme Infrastructure Qualité de l'Afrique Centrale
- 9** 1.2- Cadre institutionnel
- 9** 1.3- Contexte régional
- 10** 1.4- Logique d'intervention de l'ONUDI
- 12** 1.5- Le PIQAC et ses principales réalisations
- 14** 1.6- Composantes

16 RÉSULTATS SUR LE PLAN RÉGIONAL

- 18** 2.1- Composante 1 : Établissement d'une Politique Qualité Régionale
- 20** 2.2- Composante 2 : Renforcement des institutions de l'infrastructure qualité
- 27** 2.3- Composante 3 : Sensibilisation à l'importance de la qualité
- 30** 2.4- Communication et gouvernance

32 RÉSULTATS SUR LE PLAN NATIONAL

- 34** Cameroun
- 38** Gabon
- 42** République Centrafricaine
- 46** République Démocratique du Congo
- 50** République du Congo
- 54** Sao Tomé et Principe
- 58** Tchad

MOT D'INTRODUCTION DE LA DÉLÉGATION DE L'UNION EUROPÉENNE AU GABON

BAILLEUR DE FONDS DU PIQAC



Au nom de la Délégation de l'Union Européenne au Gabon, pour la Guinée Équatoriale, São Tomé-et-Príncipe et la CEEAC, je tiens tout d'abord à féliciter toutes les parties prenantes impliquées dans le Programme Infrastructure Qualité de l'Afrique Centrale (PIQAC), de sa phase de démarrage à sa clôture fructueuse et pour son efficace mise en œuvre.

Depuis 2014, l'Union européenne a financé le PIQAC et encadré sa mise en œuvre par l'ONUDI en collaboration avec la CEMAC. Lorsque l'Union européenne et la CEMAC ont officiellement chargé l'ONUDI de ce programme régional, englobant sept pays de l'Afrique Centrale, les résultats attendus de ce projet pilote étaient nombreux. Nous pouvons dire aujourd'hui que l'ensemble des objectifs prévus ont été atteints, notamment grâce à l'excellente collaboration des agences partenaires et de mise en œuvre.

Le PIQAC s'inscrivait dans le cadre du Programme d'Appui au Commerce et à l'Intégration Économique (PACIE) du 10^{ème} Fonds Européen de Développement (FED) pour la sous-région de l'Afrique Centrale, dont l'objectif est d'approfondir l'intégration économique en Afrique Centrale et de renforcer la construction d'un marché régional compétitif. C'est par le développement des capacités de certification de qualité, notamment dans l'agro-industrie, que l'Union européenne a

choisi dans le cadre du PIQAC de soutenir l'intégration économique de la sous-région, et nous avons ainsi confié à l'ONUDI l'exécution du programme, de par son expertise dans l'Assistance Technique aux entreprises et au secteur privé, ainsi que son expérience dans des actions similaires dans d'autres régions géographiques avec l'appui de l'Union européenne.

Des résultats tangibles ont été atteints par le PIQAC. Nous devons retenir que toutes les composantes de l'infrastructure qualité des sept pays bénéficiaires ont été accompagnées, soutenues et améliorées. Cela a d'ores et déjà un impact sur la qualité des produits mis sur le marché intrarégional, sur la prise de conscience des consommateurs et du secteur privé de l'importance de la qualité, et sur les capacités d'analyse de la conformité de la sous-région. Mais cela aura à terme également un impact sur le volume des échanges de la région avec le reste du monde, et par là, permettra d'améliorer les revenus de la région d'Afrique Centrale et de contribuer à y réduire la pauvreté.

Cependant, bien que beaucoup ait été fait en quatre ans de mise en œuvre, il reste encore beaucoup à faire dans la région pour promouvoir la qualité et développer les institutions garantes de celle-ci. À cet effet, l'Union européenne reste engagée et désireuse d'aider à ce développement dans les années à venir.

SON EXCELLENCE/M. HELMUT KULITZ,

AMBASSADEUR EXTRAORDINAIRE ET PLÉNIPOTENTIAIRE DE L'UNION EUROPÉENNE AU GABON, POUR LA GUINÉE ÉQUATORIALE, SÃO TOMÉ-ET-PRÍNCIPE ET LA CEEAC

MOT D'INTRODUCTION DU COMMISSAIRE DE LA CEMAC

PARTENAIRE INSTITUTIONNEL DU PIQAC

C'est avec beaucoup de fierté et d'enthousiasme que nous signons, au nom de la Commission de la Communauté Économique et Monétaire de l'Afrique Centrale (CEMAC), cette préface de cette brochure qui consacre les principaux résultats du Programme Infrastructure Qualité en Afrique Centrale (PIQAC). Ce programme a été mis en œuvre, pendant quatre années, grâce à l'appui technique de l'Organisation des Nations Unies pour le Développement Industriel (ONUDI) sur financement de l'Union européenne, dans le cadre du Programme d'Appui au Commerce et à l'intégration Économique (PACIE).

En effet, ces quatre années de coopération technique et financière entre l'UE, l'ONUDI, la CEMAC et la CEEAC en Afrique Centrale, auront permis d'améliorer les capacités des entreprises et laboratoires d'essais et d'analyses dans les sept pays bénéficiaires de la région. Nous tenons particulièrement à remercier l'Union européenne pour le financement de cette phase test de ce projet régional de grande envergure et l'ONUDI, pour son expertise technique

et son accompagnement constant pendant toute la mise en œuvre du programme PIQAC.

Au titre des résultats nous pouvons citer, au plan régional, l'adoption par le Conseil des Ministres de l'Union Économique et Monétaire de l'Afrique Centrale des textes relatifs à l'infrastructure qualité pour l'Afrique Centrale en février 2017. Ces textes seront prochainement déclinés et appliqués dans les pays signataires. Au plan national, le projet a conduit à la certification d'une dizaine d'entreprises de la région et permis de doter les laboratoires bénéficiaires d'équipements de pointe et de développer leur capacité à effectuer des tests et analyses selon les normes internationales en vigueur, assurant ainsi la conformité, la confiance et la reconnaissance des tests effectués en Afrique Centrale.

Outre la formation des consultants en sécurité sanitaire, les formations et ateliers organisés par le PIQAC permettront au secteur privé mais également aux consommateurs de la région de continuer à respecter les engagements pris

lors de la mise en œuvre du PIQAC de respecter les exigences internationales en termes de qualité.

Tous ces résultats tendent vers le même objectif, qui est de soutenir la diversification économique qui est un des défis majeurs de l'intégration en Afrique Centrale. C'est le passage obligé pour accéder efficacement à l'économie régionale et mondiale, dans le but d'augmenter le volume des échanges commerciaux des pays bénéficiaires entre eux, mais également en dehors des frontières de la région avec le reste du monde.

Je réitère donc mes remerciements à l'Union européenne, à l'ONUDI et à toutes les parties prenantes impliquées dans la mise en œuvre et la réussite du programme PIQAC, et souhaite, au nom de la CEMAC, que le succès de cette coopération soit largement partagé et perdure pour guider le futur de l'industrie et du commerce de la région de l'Afrique Centrale.



Daniel Ona Ondo

PR. DANIEL ONA ONDO,
PRÉSIDENT DE LA COMMISSION DE LA CEMAC

PRÉFACE DU DIRECTEUR DU DÉPARTEMENT TII - ONUDI

AGENCE D'EXÉCUTION DU PROGRAMME PIQAC



L'ONUDI et l'Union européenne ont une longue histoire de coopération. Des projets sont mis en œuvre tous les jours par l'ONUDI partout dans le monde, sous financement de l'Union européenne, pour assurer les objectifs communs de ces deux organisations : la réduction de la pauvreté et le maintien de la paix.

Dans le cas du PIQAC, l'ONUDI a mobilisé tout son savoir-faire technique et son engagement dans la mise en œuvre de ce programme ambitieux, sur une période de plus de quatre ans, et décliné une méthodologie de développement à travers la qualité qui a fait ses preuves, agissant à tous les niveaux de la chaîne dans tous les pays bénéficiaires et créant des synergies fortes entre eux. Le principe de base de l'intervention du PIQAC était en effet une approche régionale, qui améliore l'efficacité et l'accessibilité des services de l'infrastructure qualité offerts au secteur privé dans la région.

Nous avons ainsi travaillé main dans la main avec la CEMAC et la CEEAC, pour développer au niveau étatique et régional des textes qui assureront la mise en œuvre effective d'une infrastructure qualité

harmonisée à l'échelle de la région, facilitant ainsi les échanges et le commerce.

Nous avons également accompagné entreprises et laboratoires dans leur quête de qualité, et soutenu leur accréditation et certification, attestant de la bonne marche et fonction de leur structures respectives. Les consultants en Management de la Sécurité Sanitaire des Aliments formés, ainsi que les formations dispensées, et les ateliers de sensibilisation organisés, ont d'ores et déjà contribué à changer les mentalités et à renforcer la prise de conscience de l'importance de la qualité dans la région.

Ces résultats serviront à pérenniser les acquis du PIQAC, et nous sommes certains qu'ils feront des émules en Afrique Centrale. Nous sommes très fiers d'avoir contribué à l'intégration économique mondiale de la région, à travers la mise en œuvre de ce programme financé par l'Union européenne, et les pages de cette brochure démontrent l'engagement de toutes les parties impliquées dans le PIQAC à la réussite de ce dernier.

DR. BERNARDO CALZADILLA-SARMIENTO,
DIRECTEUR, DÉPARTEMENT DE LA PROMOTION DU COMMERCE,
DES INVESTISSEMENTS ET DE L'INNOVATION (TII) DE L'ONUDI



Laboratoire de l'entreprise
GLOBALINE, située en République du
Congo et certifiée ISO 22 000 grâce
à l'Assistance Technique du PIQAC

INTRODUCTION

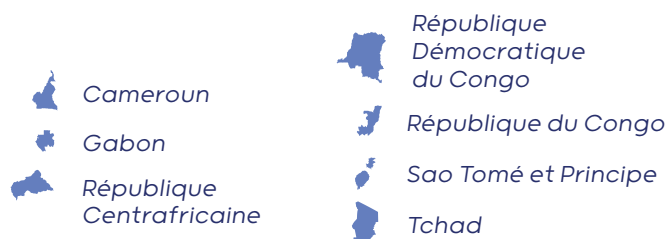




Station de captage d'eau de la
Société de Distribution d'eau située
en République Centrafricaine, la
SODECA, certifiée ISO 22 000 grâce
à l'Assistance Technique du PIQAC.

1.1 LE PROGRAMME INFRASTRUCTURE QUALITÉ DE L'AFRIQUE CENTRALE

7 pays bénéficiaires



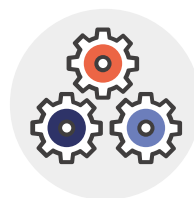
CHIFFRES CLEFS



5,9
Millions d'euros



4 ans
de mise en œuvre



3
Composantes techniques



1.2 CADRE INSTITUTIONNEL

En décembre 2014, la Communauté Économique et Monétaire de l'Afrique Centrale (CEMAC) et l'Union Européenne (UE) ont chargé l'Organisation des Nations Unies pour le Développement Industriel (ONUDI) du Programme Infrastructure Qualité de l'Afrique Centrale, le PIQAC.

Ce Programme, dont le budget total était de 5,9 millions d'euros, s'inscrivait dans le cadre du Programme d'Appui au Commerce et à l'Intégration Économique (PACIE) du 10^{ème} Fonds Européen de Développement (FED) pour la sous-région de l'Afrique Centrale (AC), financé par l'UE et piloté par CEMAC en concertation avec la Communauté Économique des États de l'Afrique Centrale (CEEAC).

L'objectif global du PACIE est d'approfondir l'intégration économique en Afrique Centrale et de renforcer la construction d'un marché régional compétitif dans un cadre de bonne gouvernance régionale qui prend en compte les principaux enjeux

inhérents à l'Accord de Partenariat Économique (APE) et à l'agenda d'intégration économique et commerciale régionale.

Le PIQAC s'inscrivait dans la composante 2 du PACIE intitulée « Compétitivité et évolution vers le marché commun et accompagnement de l'APE » dont l'objectif est de renforcer la compétitivité et la diversification des secteurs productifs. Le Programme a été conceptualisé pour réaliser le résultat R2.1.2 : *la compétitivité des entreprises est soutenue par un appui à l'infrastructure qualité*, et visait à soutenir les pays bénéficiaires dans la mise en œuvre d'une infrastructure qualité opérationnelle dans des secteurs prioritaires, pour renforcer la compétitivité de la région.

Ainsi, dans le but global de renforcer l'intégration économique de l'Afrique Centrale et de développer le commerce intra et extra régional, l'ONUDI a mis en œuvre le PIQAC à partir de fin 2014 et jusqu'en février 2019.

1.3 CONTEXTE RÉGIONAL

Le PIQAC a été mis en œuvre pour une durée de quatre ans, dans sept pays de l'Afrique centrale qui sont : le Cameroun, le Gabon, la République Centrafricaine, la République Démocratique du Congo, la République du Congo, Sao Tomé et Príncipe et le Tchad.

Sur le plan économique, cette région se caractérise par l'abondance des ressources naturelles présentes dans le sol et le sous-sol. Les économies restent dans l'ensemble assez vulnérables, les pays étant généralement très exposés aux chocs des prix internationaux. En ce qui concerne le commerce, le niveau des échanges avec le reste du monde et celui des échanges intracommunautaires restent faibles dans la région, ceci étant

dû principalement à la présence de barrières non tarifaires. La région de l'Afrique Centrale est aussi caractérisée par un secteur privé faiblement développé.

L'environnement dans lequel les entreprises opèrent est marqué par des contraintes structurelles et technologiques, des coûts élevés et une mauvaise qualité des facteurs de production.

L'infrastructure qualité, censée jouer un rôle vital dans tout effort de développement socio-économique des pays de la région, est caractérisée par un certain retard par rapport aux autres régions du monde.

1.4 LOGIQUE D'INTERVENTION DE L'ONUDI

Le PIQAC avait pour mission de contribuer à l'amélioration du commerce intra et extra régional et de renforcer l'intégration économique de la région à travers le développement et la mise en réseau de l'infrastructure qualité des 7 pays bénéficiaires du Programme.

L'infrastructure qualité désigne un ensemble cohérent d'initiatives, d'institutions et d'organisations, d'activités et de personnes assurant le fonctionnement d'un système axé autour de la qualité. Ce système inclut une Politique Qualité Nationale et des institutions pour la mettre en œuvre, un cadre réglementaire, des fournisseurs de services liés à la qualité, le secteur privé, ses clients et consommateurs.

L'infrastructure qualité est identifiée comme un facteur de croissance et de compétitivité, dont le développement est maîtrisé par l'ONUDI. La capacité des pays en développement d'exploiter les opportunités commerciales, d'être compétitif sur le marché mondial et de faire partie de chaînes de valeur internationales est souvent entravée par les difficultés de ces pays à démontrer leur conformité avec les exigences internationales en termes de qualité et avec les réglementations internationales du commerce. L'ONUDI aide ces pays à surmonter ces difficultés en travaillant avec eux au développement d'une infrastructure qualité opérationnelle à tous les niveaux.

L'infrastructure qualité, qui joue un rôle primordial dans le développement économique et social d'une région et d'un pays, comprend sur le plan opérationnel les éléments suivants : 1) les normes/la normalisation, 2) les règlements techniques, 3) l'évaluation de la conformité (la certification de produits, de systèmes, de personnel ; les essais ; les étalonnages ; l'inspection), 4) l'accréditation, 5) le management de la qualité et 6) la métrologie.

L'ONUDI, qui a une expérience reconnue de plus de cinquante ans de travaux en coopération avec les gouvernements et d'autres parties prenantes clés dans la mise en œuvre d'infrastructures qualité efficaces, a ainsi travaillé à travers le PIQAC à tous les niveaux (institutionnels, privés et publics) de l'infrastructure qualité dans les sept pays bénéficiaires.

L'ONUDI adopte pour ce faire une approche par étape et holistique. Il s'agit d'abord de fournir des formations pour sensibiliser à la qualité et à ses bénéfices, puis d'accompagner les pays bénéficiaires dans la co-construction d'une infrastructure qualité fonctionnelle. L'ONUDI met ainsi en lien tous les acteurs de l'infrastructure qualité, qu'ils soient privés, publics ou institutionnels pour atteindre des objectifs communs.

Ainsi, le principe de base de l'intervention du Programme PIQAC était une approche régionale qui rend plus efficaces et accessibles les services de l'infrastructure qualité offerts au secteur privé dans la région. L'intervention vise en même temps à développer la coordination régionale et à créer des relais solides dans chaque pays, au niveau national, pour identifier et exprimer leurs besoins spécifiques.

L'approche du programme PIQAC met aussi l'accent sur la création de la demande pour les services de l'infrastructure qualité à travers la sensibilisation, le partenariat et la coopération avec le secteur privé. En effet en stimulant cette demande, des revenus de plus en plus importants pour les institutions de l'infrastructure qualité sont générés. Ces organismes peuvent ainsi à leur tour renforcer leurs capacités institutionnelles et techniques et fournir des prestations qui répondent réellement aux besoins du marché.



1.5 LE PIQAC ET SES PRINCIPALES RÉALISATIONS

COMPOSANTE 1

UNE POLITIQUE QUALITÉ RÉGIONALE EST ÉTABLIE

100%

RÉSULTAT 1.1

Une Politique Qualité est développée au niveau régional



Le document Politique Qualité Régionale (PQR) élaboré et adopté



Le règlement portant sur la mise en œuvre de la PQR élaboré et adopté



Le guide pour la déclinaison de la PQR au niveau national élaboré et adopté



Le plan d'actions pour la mise en œuvre de la PQR élaboré et adopté

Textes adoptés par le Conseil des Ministres de l'Union Économique de l'Afrique Centrale (UEAC) en février 2017.

COMPOSANTE 2

LES INSTITUTIONS DE L'INFRASTRUCTURE QUALITÉ SONT RENFORCÉES

100%

RÉSULTAT 2.1

Un mécanisme de coordination des activités de normalisation et de promotion de la qualité est établi au niveau régional (CEMAC-NORM)



La Stratégie pour l'harmonisation des normes dans la sous-région d'Afrique Centrale (CEMAC-NORM) élaborée et adoptée



Le protocole d'accord pour l'organisation sous-régionale pour l'harmonisation des normes établi et adopté



Le planning pour la mise en œuvre de la Stratégie pour l'harmonisation de la normalisation établi et adopté



Le règlement intérieur de la CEMAC-NORM élaboré et adopté



Deux projets de lois sur la normalisation élaborés au profit de la RCA et de la RDC

2

Textes adoptés par le Conseil des Ministres de l'Union Économique de l'Afrique Centrale (UEAC) en février 2017.

RÉSULTAT 2.2

Les capacités de certification en matière de sécurité sanitaire des aliments sont renforcées



3 entreprises sélectionnées par pays

3



18 entreprises ont bénéficié d'une assistance pour la mise en place de la norme ISO 22 000 en vue de l'accréditation (ou Bonnes Pratiques d'Hygiène)

18



960 personnes formées dans les entreprises

960



10 entreprises certifiées selon l'ISO 22 000 grâce à l'Assistance Technique du PIQAC

10



21 consultants nationaux sélectionnés pour bénéficier d'une formation dans le domaine de sécurité des aliments (ISO 22 000/HACCP)

21



13 personnes ont bénéficié de la formation qualifiante d'auditeur tierce partie IRCA ISO 22 000

13

RÉSULTAT 2.3

Appui aux laboratoires d'essais et d'analyses



47 prédiagnostics réalisés dans 47 laboratoires à travers les 7 pays

47



2 laboratoires sélectionnés par pays

14



8 laboratoires ont bénéficié d'un appui à l'accréditation 6 laboratoires ont bénéficié d'un appui à la fonctionnalité (formation du personnel, achats d'équipements...)

8



+ de 241 équipements offerts à ces laboratoires

+241



267 personnes formées dans les laboratoires

267



11 auditeurs certifiés IRCA ISO 22 000

11

COMPOSANTE 3

LA PRISE DE CONSCIENCE SUR L'IMPORTANCE DE LA QUALITÉ EST EFFECTIVE

100%

RÉSULTAT 3.1

La prise de conscience sur l'importance de la qualité et de la protection des consommateurs est renforcée au niveau régional et national



Textes adoptés par le Conseil des Ministres de l'Union Économique de l'Afrique Centrale (UEAC) en février 2017.

Gouvernance et gestion du PIQAC

4

Comités de pilotage régionaux organisés

39

réunions de Comités de Pilotage Nationaux organisés dans l'ensemble des 7 pays

Communication

90 000

personnes atteintes par les publications Facebook du PIQAC

+25 000

plus de 25 000 pages de www.piqac.org visitées

15

brochures, dépliants, posters, guides et autre matériel promotionnel réalisés

10

bulletins d'information développés, envoyés à la liste de contacts du PIQAC (1800 personnes) et distribués sur le terrain

1.6 COMPOSANTES

Les objectifs spécifiques du PIQAC étaient divisés en trois niveaux. Le premier objectif se situait au niveau politique (qualité), le deuxième au niveau des institutions et le troisième au niveau des entreprises et des consommateurs de la région. Il s'agissait ainsi de :

NIVEAU 1

Élaborer et adopter des textes de loi au niveau régional et national permettant et favorisant le commerce intrarégional et les exportations

NIVEAU 2

Établir et renforcer des institutions de l'infrastructure qualité fournissant des services efficaces au secteur privé et aux consommateurs pour les produits régionaux prioritaires, menant à l'amélioration du commerce intrarégional et international

NIVEAU 3

Amener le secteur privé et les consommateurs à appliquer les principes et pratiques de la qualité dans leurs comportements et leurs opérations/productions

Pour résoudre les défis posés par ces trois niveaux, le PIQAC a été conçu selon trois composantes techniques principales orientant la mise en œuvre des activités.





COMPOSANTE 1

Développement d'une Politique Qualité Régionale

La composante 1 du programme visait à créer un environnement favorable au commerce intrarégional et international par le développement et l'adoption d'une politique qualité au niveau régional qui sera déclinée en politiques qualité au niveau national dans une deuxième phase.



COMPOSANTE 2

Renforcement des institutions de l'infrastructure qualité

La composante 2 visait à créer et/ou à consolider les institutions en charge de l'infrastructure qualité au service des entreprises et plus généralement au secteur privé dans la région. La priorité était mise sur la coordination des activités de normalisation et de promotion de la qualité au niveau régional, le développement et le renforcement des capacités de certification en matière de sécurité des aliments, et le renforcement des capacités des laboratoires d'analyses et d'essais travaillant dans les secteurs prioritaires.



COMPOSANTE 3

Sensibilisation du secteur privé à la qualité et à la protection des consommateurs

La composante 3 ciblait directement les entreprises et les consommateurs de la région dans l'optique de les sensibiliser sur les principes et pratiques de la qualité et pour influencer – sur le long terme – leur comportement ainsi que leur attitude vers une culture de la qualité. Ainsi, le résultat attendu était la prise de conscience de l'importance de la qualité et de la protection des consommateurs au niveau régional et national.

Cette brochure présente les résultats obtenus à la fin de la mise en œuvre du Programme PIQAC, par composante, d'abord sur le plan régional, puis en détail par pays bénéficiaire.

RÉSULTATS SUR LE PLAN RÉGIONAL

2





Laboratoire de l'Office Congolais
de Contrôle situé en République
Démocratique du Congo et accompagné
par le PIQAC pour la mise en place d'un
système de management de la qualité
selon l'ISO 17025 en vue de l'accréditation.



2.1 COMPOSANTE 1 : ÉTABLISSEMENT D'UNE POLITIQUE QUALITÉ RÉGIONALE

R.1. ÉLABORATION DE LA POLITIQUE QUALITÉ AU NIVEAU RÉGIONAL

La composante 1 du PIQAC prévoyait l'élaboration d'une politique qualité au niveau régional, qui sera déclinée en politiques qualité au niveau national dans une phase ultérieure, pour permettre le développement de services performants en matière d'infrastructure qualité dans le long-terme. Les textes portant sur cette politique ont été élaborés suite à la cartographie de la législation et des institutions de l'infrastructure qualité existant au niveau national et régional, établie en amont par le Programme durant la phase de démarrage.

Cette étape a été suivie par la création d'un groupe de travail participatif, le groupe de travail technique « Politique Qualité Régionale (GTT/PQR) » composé des experts pays et des représentants de la CEMAC et de la CEEAC, pour favoriser une démarche participative et objective.

Ce groupe a été chargé de mener une réflexion en concertation avec l'expert international de l'ONUDI sur une Politique Qualité Régionale et d'accompagner cet expert dans toutes les étapes jusqu'à la validation des textes de cette politique

qualité par les hauts responsables des parties prenantes des différents pays bénéficiaires du PIQAC.

Cette réflexion a été déclinée au sein de plusieurs ateliers régionaux de sensibilisation et de concertation pour discuter du développement d'une Politique Qualité Régionale et du modèle à adopter conformément aux meilleures pratiques internationales.

La première version a ensuite été discutée avec les parties prenantes des différents pays, et notamment au sein des Comités de Pilotage Nationaux (CPN) à l'issue desquels des recommandations ont été émises pour consolider les textes finaux de la Politique Qualité Régionale.

Le texte de la Politique Qualité Régionale pour l'Afrique Centrale développé dans le cadre du PIQAC ainsi que ses annexes ont été approuvés et adoptés lors d'une réunion du Conseil des Ministres de l'Union Économique de l'Afrique Centrale (UEAC) le 16 février 2017.

RÉSULTAT ATTENDU DE LA COMPOSANTE

RÉSULTATS OBTENUS À L'ISSUE DE LA MISE EN ŒUVRE DE LA COMPOSANTE

Une Politique Qualité développée au niveau régional

- Une cartographie détaillée de la législation et des institutions de l'infrastructure qualité existantes réalisée au niveau régional et national
- Un plan d'actions de la mise en œuvre de la PQR élaboré et adopté
- Une PQR élaborée et adoptée par les 7 pays bénéficiaires du PIQAC
- Un guide pour la déclinaison de la PQR au niveau national élaboré et adopté
- Un règlement portant sur la mise en œuvre de la PQR élaboré et adopté

COMPOSANTE	ACTIVITÉS PRÉVUES	RÉSULTATS
COMPOSANTE 1 : ÉTABLISSEMENT DE LA POLITIQUE QUALITÉ AU NIVEAU RÉGIONAL	Cartographie détaillée de la législation et des institutions de l'infrastructure qualité existantes	Cartographie détaillée de la législation et des institutions de l'infrastructure qualité existantes réalisée au niveau régional et national
	Atelier de sensibilisation des parties prenantes et discussion sur l'approche à adopter pour le développement de la Politique Qualité Régionale	PQR élaborée et adoptée par les 7 pays bénéficiaires du PIQAC
	Proposition d'un modèle de Politique Qualité Régionale conformément aux meilleures pratiques internationales	Règlement portant sur la mise en œuvre de la PQR élaboré et adopté
	Diffusion et discussion de la version 0 de la Politique Qualité Régionale	Plan d'actions de la mise en œuvre de la PQR élaboré et adopté
	Atelier de validation du texte proposé sur la Politique Qualité Régionale	Guide pour la déclinaison de la PQR au niveau national élaboré et adopté

LES IMPACTS DE LA MISE EN ŒUVRE DE LA COMPOSANTE 1

Une Politique Qualité Régionale pour l'ensemble de la région d'Afrique Centrale :

Dans cette première phase du PIQAC, la composante 1 devait permettre de développer une Politique Qualité Régionale et les textes relatifs qui, une fois adoptés, entérineraient la même politique qualité dans l'ensemble de l'Afrique Centrale. Ces documents adoptés en 2017, devront être adaptés et déclinés

dans chaque pays en politique qualité nationale dans ce qui pourra être une phase ultérieure du PIQAC, ce qui permettra d'avoir une vision commune en matière d'IQ dans la sous-région. Elle pourra aussi être le catalyseur du fonctionnement effectif des institutions de l'IQ.

2.2 COMPOSANTE 2 : RENFORCEMENT DES INSTITUTIONS DE L'INFRASTRUCTURE QUALITÉ

Dans cette première phase, le Programme à travers sa composante 2 devait mettre la priorité d'abord sur la coordination des activités de normalisation et de

promotion de la qualité au niveau régional (**Résultat 2.1**), sur le développement et le renforcement des capacités de certification en matière de sécurité des

aliments (**Résultat 2.2**) et sur le renforcement des capacités des laboratoires d'analyses et d'essais travaillant dans les secteurs prioritaires (**Résultat 2.3**).

2.2.1 : R.2.1 ÉLABORATION D'UN MÉCANISME RÉGIONAL D'HARMONISATION DES ACTIVITÉS DE NORMALISATION ET DE PROMOTION DE LA QUALITÉ

Un état des lieux des organismes nationaux de normalisation existants, des cellules ou directions au sein des ministères de tutelle ainsi que des infrastructures nationales de chaque pays, a d'abord été réalisé lors de la phase de démarrage du PIQAC et a montré que tous les pays avaient une loi sur la normalisation sauf la RDC et la RCA.

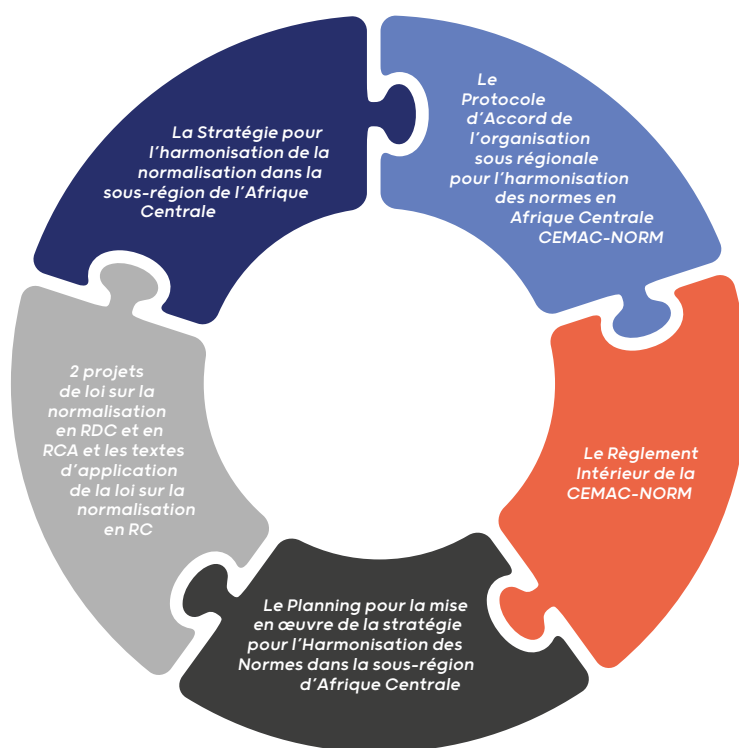
En collaboration avec l'expert international de l'ONUDI, un groupe de travail technique portant sur le « Mécanisme Régional d'harmonisation des Normes » (GTT/MRN), composé des experts pays et d'un représentant de la CEMAC et de la CEEAC pour respecter une démarche participative a été créé. Son objectif était de mener une réflexion sur une Stratégie Régionale d'Harmonisation des normes

et un protocole d'accord régional sur la normalisation (CEMAC-NORM) et d'accompagner l'expert international de l'ONUDI dans toutes les étapes de validation de la stratégie et la signature du protocole d'accord CEMAC-NORM par les hauts responsables des parties prenantes des pays.

Plusieurs ateliers de concertation ont été organisés, au cours desquels un projet de stratégie et d'accord a été élaboré. Ces documents ont ensuite été discutés avec les parties prenantes des différents pays, notamment au sein des Comités de Pilotage Nationaux (CPN), à l'issue desquels, des recommandations ont été émises pour consolider les textes finaux liés au Mécanisme Régional d'Harmonisation des Normes. Dans le cadre

du GTT/MRN, les membres du groupe ont effectué un voyage d'étude auprès du Comité Européen de Normalisation (CEN). La RDC et la RCA qui avaient préparé des projets de loi sur la normalisation ont demandé un appui du PIQAC pour vérifier leur conformité aux pratiques internationales et effectuer les révisions nécessaires.

Les textes portant création d'un mécanisme régional d'harmonisation des normes pour l'Afrique Centrale développés dans le cadre du PIQAC, ont été approuvés et adoptés lors d'une réunion du Conseil des Ministres de l'Union économique de l'Afrique Centrale (UEAC) le 16 février 2017.



2.2.2 : R.2.2 RENFORCEMENT DES CAPACITÉS DE CERTIFICATION EN MATIÈRE DE SÉCURITÉ SANITAIRE DES ALIMENTS, HACCP ET ISO 22 000

Dans le cadre du renforcement des capacités de certification en matière de sécurité sanitaire des aliments, les activités du PIQAC avaient deux volets. Le premier portait sur la formation des consultants dans ce domaine et le deuxième consistait en

l'accompagnement des entreprises dans la mise en place de leurs systèmes de Management de la Sécurité des Denrées Alimentaires en vue de la certification selon l'ISO 22000.

Formation de consultants nationaux

L'objectif de la formation des consultants nationaux dans le cadre du PIQAC était de doter chaque pays bénéficiaire d'une expertise nationale en matière de sécurité des denrées alimentaires en vue de pérenniser les acquis du programme.

À l'issue d'une sélection basée sur des critères objectifs élaborés par le projet, les 21 consultants sélectionnés ont bénéficié de deux sessions de formation théorique, et ont ensuite été affectés chacun, à une entreprise accompagnée par le PIQAC, afin de participer aux missions d'Assistance Technique effectuées par les experts internationaux, et de bénéficier du coaching de ces derniers.

10 d'entre eux, à l'issue des formations théoriques et de leur évaluation en situation de réalisation d'un pré-diagnostic ont pris part à la formation qualifiante d'auditeurs tierce partie IRCA ISO 22000.

Suite à l'indisponibilité de 4 des 21 consultants stagiaires, la formation s'est poursuivie avec 17 personnes. Au terme de deux années de formation par des experts internationaux de l'ONUDI, ceux qui étaient appelés consultants stagiaires du PIQAC sont à présent devenus consultants confirmés dans le domaine de la sécurité alimentaire.

Il est à noter que 8 des 17 consultants et 3 autres personnes issues des entreprises accompagnées ont passé avec succès les examens sanctionnant les deux sessions de formation d'auditeurs tierce partie IRCA ISO 22000 organisées dans le cadre du PIQAC. Le PIQAC a ainsi doté la sous-région de 11 auditeurs certifiés IRCA ISO 22000.

Par ailleurs, les 17 consultants formés par le PIQAC sont à présent en mesure d'accompagner les entreprises de la sous-région dans la mise en place des SMSDA.

Appui aux entreprises

L'appui aux entreprises visait à accompagner à la certification selon la norme ISO 22 000, 21 entreprises agro-alimentaires à raison de 3 entreprises par pays bénéficiaire du PIQAC.











La sélection des 21 entreprises qui ont bénéficié du PIQAC s'est faite sur la base des critères objectifs élaborés par l'équipe projet. À la suite de cette présélection, la shortlist obtenue a été soumise aux différents Comités de Pilotage Nationaux (CPN) pour décision en dernier ressort.

À l'issue du diagnostic sanctionnant le démarrage de l'Assistance Technique (AT), les experts ont recommandé, en fonction du niveau de conformité à l'ISO 22 000 de chaque entreprise,

que 15 parmi elles soient accompagnées pour la mise en place du SMSDA ISO 22 000 en vue de la certification et que les 6 autres soient accompagnées pour la mise en place des Bonnes Pratiques d'Hygiène (BPH).

À la suite de quelques désistements, l'AT s'est poursuivie avec 18 entreprises dont 14 bénéficiaires de la mise en place du SMSDA en vue de la certification selon l'ISO 22 000 et 4 bénéficiaires de l'accompagnement pour la mise en place des BPH.

Au terme de l'AT aux entreprises, 960 personnes ont été formées en intra et 10 entreprises ont été certifiées ISO 22 000.

PAYS	ENTREPRISES CERTIFIÉES ISO 22 000	PÉRIMÈTRE DE CERTIFICATION
CAMEROUN	 SCR MAYA & Cie	Activités de conditionnement des oléines
CONGO	 GLOBALINE	Conditionnement de l'eau de source Forage 1 : Type de conditionnement : 10L, 6,25L, 1,5L, 1L, 0,5L
	 Société FPLPA-LAITERIE-BAYO	Conditionnement de l'eau minérale naturelle Forage 1 & 2
GABON	 SOBRAGA (FSSC 22 000)	Production et conditionnement des bières, boissons gazeuses et eaux de table
	 SIGALLI	Production, conditionnement et commercialisation de yaourt brassé, yaourt à boire et fromages
RCA	 EL AKHRAS Société Sarl	Production et distribution de l'eau potable
	 SODECA	Traitement et distribution de l'eau potable
	 HUSACA	Production et conditionnement de la farine de maïs
TCHAD	 CIC	Conditionnement du lait en poudre et production de bouillons culinaires et assaisonnements en poudre
RDC	 CIVAK	Transformation du manioc (certification attendue au 1 ^{er} semestre 2019)



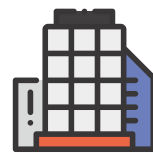
10

entreprises
certifiées
ISO 22 000



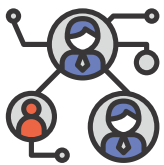
960

personnes formées au
sein des entreprises
accompagnées



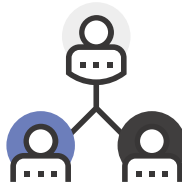
18

entreprises accompagnées
dans la mise en place du
SMSDA (14) et BPH (4)



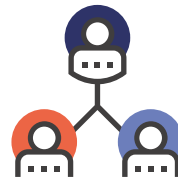
17

consultants formés
dans le domaine
du SMSDA



13

auditeurs tierce
partie IRCA
ISO 22 000 formés



11

auditeurs tierce
partie IRCA
ISO 22 000 certifiés

2.2.3 : R.2.3 APPUI AUX LABORATOIRES D'ESSAIS ET D'ANALYSES

La sélection des laboratoires qui ont bénéficié de l'AT du PIQAC a obéi au même principe que celui de la sélection des consultants stagiaires et des entreprises. Les 7 meilleurs laboratoires retenus à l'issue d'un appel à candidature et sur la base des critères mis en place ont été choisis pour l'accompagnement à la mise en place du système de management de la qualité selon l'ISO 17025 en vue de l'accréditation. À Sao Tomé, 2 laboratoires ont été accompagnés à l'accréditation. En effet, après le désistement d'une entreprise, il a été choisi de la remplacer par un laboratoire, faisant ainsi monter à 8 le nombre total de laboratoires bénéficiaires de l'AT ISO 17025.

7 autres laboratoires ont été retenus pour un appui à la fonctionnalité. Ces derniers ont eu droit tout au long du Programme à plusieurs formations et à une dotation en équipements financés par le PIQAC.

Ainsi, 14 laboratoires de la sous-région ont bénéficié de l'appui du PIQAC. Pour les 8 laboratoires accompagnés pour

l'accréditation, tous les équipements indispensables à la portée d'accréditation choisie ont été identifiés, achetés, livrés et le personnel formé à leur utilisation.

4 des 6 laboratoires qui ont bénéficié de l'appui à la fonctionnalité ont également eu droit à une dotation en équipements. Ces équipements ont été installés et le personnel formé à leur utilisation.

Environ 241 équipements ont été commandés, livrés et installés dans 12 laboratoires de la sous-région.

Au moment où la présente brochure est élaborée, 2 laboratoires ont été audités et sont en phase de mise en place des actions correctives en vue d'obtenir leurs accréditations. Les 6 autres laboratoires sont en phase de finalisation de l'AT en vue de recevoir l'audit d'accréditation.



47

laboratoires diagnostiqués selon l'ISO 17025



1

répertoire des laboratoires de l'Afrique Centrale édité



241

équipements d'une valeur de 795 549€ livrés, installés et le personnel formé à leur utilisation dans 12 laboratoires



8

laboratoires accompagnés à la mise en place de l'ISO 17025 en vue de l'accréditation



267

Plus de 267 personnes formées dans les laboratoires bénéficiaires

COMPOSANTE 2 : RENFORCEMENT DES INSTITUTIONS DE L'INFRASTRUCTURE QUALITÉ

ACTIVITÉS PRÉVUES	RÉSULTATS
<p>2.1.1 Élaboration d'une stratégie ciblant la coordination des activités régionales en matière de normalisation et de promotion de la qualité</p> <p>2.1.2 Atelier de validation avec des experts des pays bénéficiaires pour examen de la stratégie et adoption</p> <p>2.1.3 Établissement d'un mécanisme de coordination pour les activités en matière de normalisation et de promotion de la qualité au niveau régional</p> <p>2.1.4 Appui aux 7 pays dans la révision des lois sur la normalisation afin de les mettre en synergie avec le cadre législatif de la CEMAC-NORM</p> <p>2.1.5 Voyages d'études au Comité Européen de Normalisation CEN</p>	<ul style="list-style-type: none"> > La Stratégie pour l'harmonisation de la normalisation dans la sous-région de l'Afrique Centrale, élaborée et adoptée par les États bénéficiaires > Le Protocole d'Accord de l'organisation sous régionale pour l'harmonisation des normes en Afrique Centrale CEMAC-NORM, élaboré et adopté par les États bénéficiaires > Le Règlement Intérieur de la CEMAC-NORM, élaboré et adopté par les États bénéficiaires > Le Plan d'actions pour la mise en œuvre de la stratégie, élaboré et adopté par les États bénéficiaires > Le Projet de loi sur la Normalisation pour la RCA élaboré > Le projet de loi sur la Normalisation pour la RDC élaboré > Les Textes d'application de la loi sur la normalisation pour la RC élaboré
<p>2.2.1 Sélection d'approximativement 21 consultants nationaux stagiaires candidats (3 par pays) pour bénéficier d'une formation à la consultance dans le domaine de sécurité des aliments (ISO 22 000/HACCP)</p> <p>2.2.2 Validation par des comités de pilotage nationaux</p> <p>2.2.3 Organisation des sessions de formation au profit de 21 consultants sur les normes dans le domaine de la sécurité alimentaire (HACCP/ISO 22 000)</p> <p>2.2.4 Sélection d'approximativement 7 candidats parmi les 21 consultants formés pour bénéficier d'une formation qualifiante d'auditeur tierce partie ISO 22 000</p> <p>2.2.5 Organisation d'une formation qualifiante d'auditeurs tierce partie ISO 22 000</p> <p>2.2.6 Sélection d'approximativement 21 entreprises agroalimentaires comme entreprises pilotes</p> <p>2.2.7 Formation de cadres d'entreprises</p> <p>2.2.8 Coaching des consultants stagiaires par les consultants internationaux lors de la mise en place du SMSDA au sein des entreprises bénéficiaires</p> <p>2.2.9 Assistance Technique pour la mise en place d'un système de management HACCP en vue de la certification au sein des entreprises sélectionnées</p>	<ul style="list-style-type: none"> > 17 consultants formés dans le domaine du SMSDA > 13 auditeurs tierce partie IRCA ISO 22 000 formés > 11 auditeurs certifiés IRCA ISO 22 000 > 18 entreprises accompagnées dans la mise en place de leurs Systèmes de management, 14 selon l'ISO 22 000 et 4 pour les BPH > 10 entreprises certifiées ISO 22 000
<p>2.3.1 Analyse de la situation des laboratoires existants et mise en place des critères de sélection des laboratoires à appuyer pendant le programme</p> <p>2.3.2 Sélection d'approximativement 14 laboratoires candidats (appui à l'accréditation et appui à la fonctionnalité)</p> <p>2.3.3 Validation par des comités de pilotage nationaux</p> <p>2.3.4 Organisation des sessions de formation sur la norme ISO 17 025 - <i>Exigences générales concernant la compétence des laboratoires d'étalonnages et d'essais</i></p> <p>2.3.5 Élaboration des TdR pour l'achat de matériel et des équipements (approximativement 5 laboratoires candidats durant la première étape du Programme)</p> <p>2.3.6 Remise du matériel et des équipements</p> <p>2.3.7 Assistance Technique pour la mise en place d'un système de management ISO 17 025 en vue de l'accréditation de 7 laboratoires</p> <p>2.3.8 Renforcement des capacités des ressources humaines</p>	<ul style="list-style-type: none"> > 47 Laboratoires diagnostiqués selon l'ISO 17 025 > 1 Répertoire des laboratoires de l'Afrique Centrale édité > 241 équipements d'une valeur de 795 549,46 Euros achetés, livrés, installés dans 12 laboratoires et le personnel formé à l'utilisation > 8 laboratoires accompagnés à la mise en place de leurs système de management selon l'ISO 17 025 en vue de leur accréditation > 2 Laboratoires en voie d'accréditation

LES IMPACTS DE LA MISE EN ŒUVRE DE LA COMPOSANTE 2

Un mécanisme d'harmonisation des normes pour l'Afrique Centrale

La composante 2 du PIQAC a permis de développer les textes qui, dans une phase ultérieure, pourront déboucher sur la mise en place, dans la région de l'Afrique Centrale, d'un mécanisme d'harmonisation des normes, la CEMAC-NORM.

Avec la mise en œuvre effective de CEMAC-NORM dans une prochaine phase du PIQAC, on pourrait s'attendre entre autres impacts, au renforcement des échanges intrarégionaux.

Des entreprises, laboratoires et consultants aux capacités largement renforcées

Le PIQAC a également formé et qualifié des consultants en sécurité sanitaire des aliments qui ont déjà bénéficié des retombées du Programme. 5 consultants ont ainsi été engagés par de nouveaux contrats à l'issue de leur formation : au Cameroun, 1 consultant a été recruté comme consultant cogérant d'un cabinet de conseil international. Au Gabon, 2 consultants ont été recrutés par le Ministère des PME pour animer une session de formation sur la qualité au profit d'une centaine d'associations de femmes transformatrices de produits agricoles. Au Congo, 1 consultant a été sollicité par l'une des entreprises bénéficiaires de l'Assistance Technique pour entretenir périodiquement le SMSDA mis en place. En RCA, 1 consultant a été recruté comme Responsable du Département Qualité d'une des entreprises bénéficiaires du PIQAC.

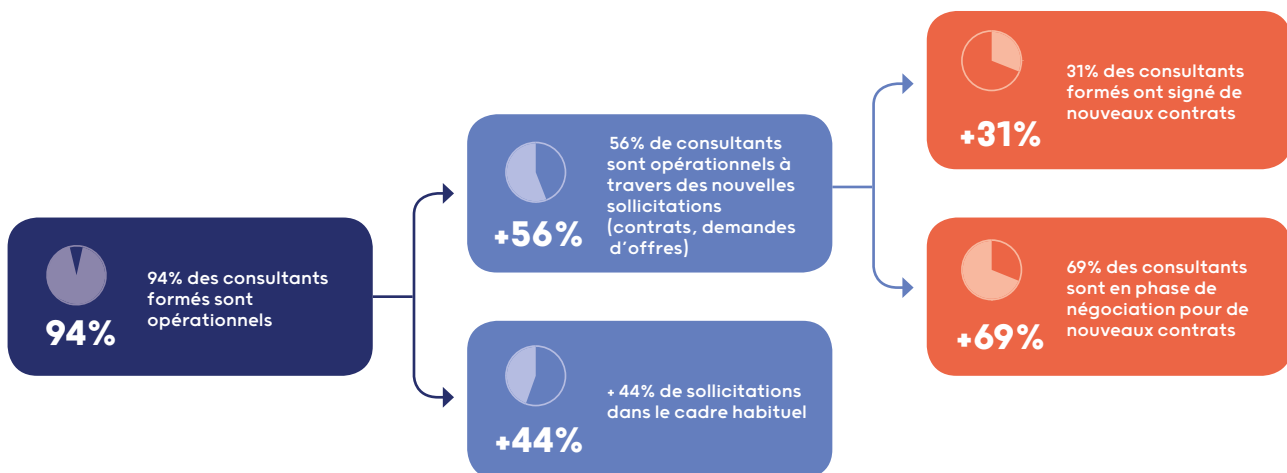
avec le Programme Alimentaire Mondial (PAM). L'entreprise CAMLAIT, située au Cameroun, a de son côté renoué avec un client qui avait quitté son portefeuille depuis plus de 8 ans.

Pour ce qui est des laboratoires, la DGCC et SIGALLI au Gabon ont signé une convention de partenariat qui établit que le laboratoire, qui a des difficultés à s'approvisionner en réactifs bénéficiera désormais des services de transport de SIGALLI qui les lui livrera. En échange, des synergies ont été établies : l'entreprise a bénéficié de la formation de son personnel de laboratoire par la DGCC, notamment en microbiologie, sans laquelle SIGALLI n'aurait pas obtenu sa certification. La DGCC est aussi devenue le laboratoire attitré de SIGALLI, et analyse les échantillons transmis par l'entreprise pour assurer la qualité de ses productions.

Du côté des entreprises, SN HUSACA en RCA, dont l'usine de farine de maïs était en arrêt avant le PIQAC a repris vie grâce au Programme et obtenu la reconnaissance internationale via la certification ISO 22000 et également signé un contrat

Dans une phase ultérieure du PIQAC, des synergies de ce type pourraient être largement développées entre les structures participantes.

Impact du PIQAC sur les consultants en sécurité sanitaire formés :



2.3 COMPOSANTE 3 : SENSIBILISATION À L'IMPORTANCE DE LA QUALITÉ

À travers le résultat attendu de la composante 3 ; *Résultat 3.1 : La prise de conscience sur l'importance de la qualité et de la protection des consommateurs est renforcée au niveau régional et national*, la composante 3 ciblait directement les entreprises et les consommateurs de la région afin de les sensibiliser sur les principes et pratiques de la qualité, pour influencer – sur

le long terme – leur comportement et leur attitude vers une culture de la qualité. La mise en œuvre de la composante s'est effectuée sur deux volets, l'un portant sur la création d'un Prix Qualité Régional et l'autre sur les formations et la sensibilisation des différents acteurs de l'infrastructure qualité.

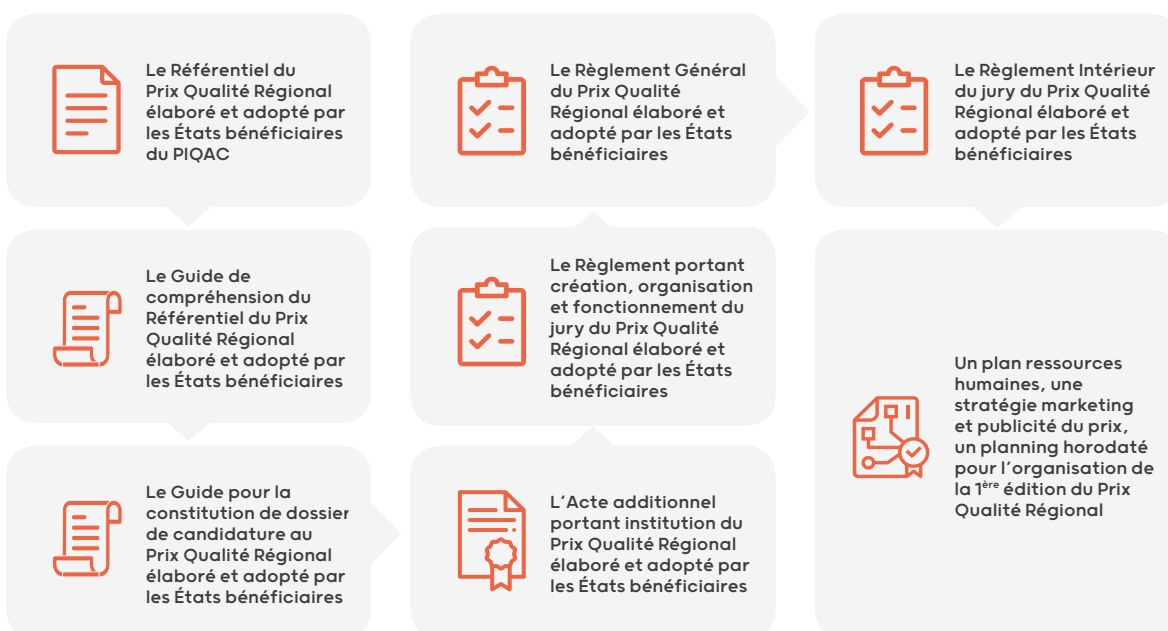
VOLET 1 : ÉTABLISSEMENT D'UN PRIX QUALITÉ RÉGIONAL

Pour la création du référentiel Prix Qualité Régional, un expert international ONUDI a été recruté pour réaliser des études sur les prix déjà existants et la réalité du tissu industriel dans les différents pays bénéficiaires. Cet expert a travaillé en étroite collaboration avec les experts de chaque pays bénéficiaire du PIQAC ainsi qu'un membre de la CEMAC et de la CEEAC réunis au sein du Groupe de Travail Technique chargé du Prix Qualité Régional (GTT/PQR), créé à cet effet.

Un projet de référentiel élaboré par ce groupe au cours des réunions a été diffusé et discuté par les différentes parties

prenantes de chaque pays, notamment au sein des Comités de Pilotage Nationaux (CPN), à l'issue desquels des recommandations ont été recueillies pour consolider les documents finaux élaborés dans le cadre du Prix Qualité Régional.

Les textes portant création d'un Prix Qualité Régional pour l'Afrique Centrale développés dans le cadre du PIQAC, ont été approuvés et adoptés lors d'une réunion du Conseil des Ministres de l'Union Économique de l'Afrique Centrale (UEAC) le 16 février 2017.



VOLET 2 : SENSIBILISATION/FORMATION À L'IMPORTANCE DE LA QUALITÉ, SES PRINCIPES ET PRATIQUES

Pour atteindre l'objectif de 2000 personnes formées/sensibilisées fixé par cette composante, deux types d'action ont été mis en œuvre. Dans une première approche, le PIQAC a apporté un appui financier à l'organisation d'ateliers de sensibilisation initiés par les associations nationales de défense des consommateurs. Dans un deuxième temps, le Programme a organisé des sessions de formation grand public sur des thèmes liés à la qualité dans tous les pays bénéficiaires.

Pour ce qui est de l'appui aux associations de défense des consommateurs, ci-dessous, une synthèse des résultats obtenus :



5

ateliers organisés en partenariat avec des associations nationales de défense des consommateurs



100

un réseau de 100 associations de femmes transformatrices de produits agricoles formé

Pour ce qui concerne les formations grand public organisées, le PIQAC a procédé par une identification des besoins réels en formation dans la région. Ensuite, un programme de sensibilisation et de formations techniques s'étalant sur 3 semestres, a été conçu.

Programme du Semestre 1

Sensibilisation à la qualité

1 jour

Introduction à la normalisation

1 jour

Introduction à l'évaluation de la conformité

1 jour

Programme du Semestre 2

Le processus d'élaboration des normes

2 jours

La Maîtrise de la méthode HACCP (Hazard Analysis Critical Control Point/système d'analyse des dangers - points critiques pour leur maîtrise)

1 jour

La norme ISO 17 025 : 2005 (Exigences générales concernant la compétence des laboratoires d'étalonnages et d'essais)

2 jours

Programme du Semestre 3

Présentation de la norme ISO 14 001 : 2015

2 jours

Audit interne selon la norme ISO 22 000

3 jours



1717

1717 personnes formées au cours des trois semestres

+4000

Plus de 4000 personnes formées et sensibilisées dans le cadre de la composante 3 du PIQAC (objectif initial : 2000)

COMPOSANTE 3 : SENSIBILISATION DU SECTEUR PRIVÉ ET DES CONSOMMATEURS SUR L'IMPORTANCE DE LA QUALITÉ

ACTIVITÉS PRÉVUES	RÉSULTATS
<p>3.1.1 Élaborer les TDR pour l'établissement du "Prix de la qualité" régional</p> <p>3.1.2 Diffusion et discussion de la version 0 du texte proposé</p> <p>3.1.3 Préparation à l'organisation de séminaires de sensibilisation et d'information sur la qualité (ISO 9001 et autres normes sectorielles), la politique de la qualité, la certification, ... programme du séminaire, conception des supports, listes des populations cibles, etc.</p> <p>3.1.4 Réalisation de supports d'information et de sensibilisation sur les objectifs et les activités concernant la gestion de la qualité, la politique de la qualité, la normalisation et la certification</p> <p>3.1.5 Dans tous les pays bénéficiaires : Organisation de séminaires d'information et de sensibilisation chacun destinés aux chefs d'entreprises, aux opérateurs économiques et cadres de l'administration (touchant au moins 2000 personnes au total)</p>	<ul style="list-style-type: none"> > Le Référentiel du Prix Qualité Régional élaboré et adopté par les pays bénéficiaires du PIQAC > Le Guide de compréhension du Référentiel du Prix Qualité Régional élaboré et adopté par les pays bénéficiaires du PIQAC > Le Guide pour la constitution de dossier de candidature au Prix Qualité Régional élaboré et adopté par les pays bénéficiaires du PIQAC > L'Acte additionnel portant institution du Prix Qualité Régional élaboré et adopté par les pays bénéficiaires du PIQAC > Le Règlement portant création, organisation et fonctionnement du jury du Prix Qualité Régional élaboré et adopté > Le Règlement Général du Prix Qualité Régional élaboré et adopté > Le Règlement intérieur du jury du Prix Qualité Régional élaboré et adopté > Un plan ressources humaines, Stratégie marketing et publicité du prix, planning horodaté pour l'organisation de la 1^{ère} édition du Prix Qualité Régional élaboré et adopté > Plus de 4000 personnes formées/sensibilisées dans les 7 pays bénéficiaires > Plus de 400 personnes sensibilisées régulièrement via la page facebook du PIQAC > Plus de 90 000 personnes ont visité le site web du PIQAC www.piqac.org > 5 associations de défense des consommateurs appuyés dans leurs actions de sensibilisation et formation. 1142 personnes sensibilisées pendant ces ateliers > 1 réseau de 100 associations de femmes transformatrices de produits agricoles formé

LES IMPACTS DE LA MISE EN ŒUVRE DE LA COMPOSANTE 3

Un Prix Qualité Régional pour l'Afrique Centrale

La composante 3 du PIQAC prévoyait l'établissement de textes permettant le lancement d'un Prix Qualité Régional dans l'ensemble de la région. Dans une phase ultérieure du programme, la première édition de ce Prix Qualité Régional pourra être

organisée. Cela permettra de stimuler l'émulation entre les pays et structures bénéficiaires, et l'on pourrait également s'attendre à un renforcement de la culture qualité et à un changement des comportements des consommateurs de la région.

Des ateliers de sensibilisation aux retombées commerciales

Les ateliers de sensibilisation organisés dans les pays bénéficiaires du Programme ont d'ores et déjà obtenu des résultats commerciaux. Au Gabon notamment, ces ateliers ont permis, en partenariat avec le ministère de la promotion des PME, de mettre en place un réseau de femmes productrices de produits transformés et formées à la qualité. A l'issue des formations du PIQAC au profit de ces associations de femmes, l'espace commercial MBOLO, situé à Libreville au Gabon a octroyé des rayons pour l'exposition-vente de leurs produits.

Enfin, les ateliers de sensibilisation organisés en RCA et en RDC ont permis d'aborder des sujets sensibles relatifs à la sécurité sanitaire des aliments et de toucher des couches défavorisées qui n'avaient pas forcément accès à la sensibilisation (cas de la RCA).

Dans une phase ultérieure du PIQAC, des synergies de ce type et partenariats pourraient être largement développés entre les structures privées et commerciales de la région et les petits transformateurs et producteurs appartenant aux réseaux formés par le PIQAC.

2.4 COMMUNICATION ET GOUVERNANCE

COMMUNICATION



90 000

personnes atteintes par les publications Facebook du PIQAC



+ 25 000

plus de 25 000 pages de www.piqac.org visitées



15

brochures, dépliants, posters, guides et autre matériel promotionnel réalisés



10

bulletins d'information développés, envoyés à la liste de contacts du PIQAC (1800 personnes) et distribués sur le terrain

GOVERNANCE

La gouvernance du PIQAC a été assurée par l'établissement de comités de pilotage à deux niveaux à savoir un Comité de Pilotage Régional (CPR) et des Comités de Pilotage Nationaux (CPN). Les objectifs principaux des comités de pilotage étaient de superviser la mise en œuvre du PIQAC, de fournir les

orientations stratégiques de sa mise en œuvre et de définir des mesures correctives, si nécessaires.

Dans les différents pays bénéficiaires, les réunions des Comités de Pilotage Nationaux se sont tenues comme suit :

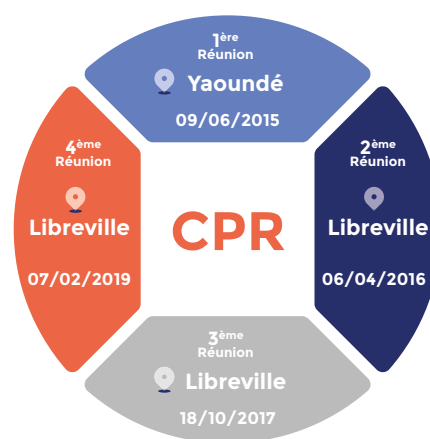


1

Une conférence ministérielle organisée pour l'approbation des textes de l'infrastructure qualité développés dans le cadre du PIQAC

4

réunions du Comité de Pilotage Régional ont été organisées comme suit



Des Comités de Pilotage Régionaux, organisés dans tous les pays bénéficiaires comme suit :

PAYS	NOMBRE DE RÉUNIONS	DATES DES RÉUNIONS								
CAMEROUN	5	22 OCT. 2015	5 MAI 2016	10 AVR. 2017	9 MAR. 2018	18 JAN. 2019				
CONGO	7	10 DÉC. 2015	21 SEP. 2016	29 SEP. 2016	14 JAN. 2017	23 MAR. 2017	28 MAI 2018	21 NOV. 2018		
GABON	6	4 DÉC. 2015	11 MAR. 2016	12 OCT. 2016	24 MAR. 2017	6 AVR. 2018	11 DÉC. 2018			
RCA	6	21 JAN. 2016	14 AVR. 2016	27 SEP. 2016	21 MAR. 2017	18 AVR. 2018	15 NOV. 2018			
RDC	5	28 JAN. 2016	29 SEP. 2016	24 MAR. 2017	30 MAI 2018	10 JAN. 2019				
STP	5	10 FÉV. 2016	7 SEP. 2016	20 JAN. 2017	5 SEP. 2017	28 NOV. 2018				
TCHAD	4	2 MAI 2016	14 SEP. 2016	18 JUIL. 2017	18 DÉC. 2018					

RÉSULTATS SUR LE PLAN NATIONAL





Laboratoire de la Direction Générale de
la Concurrence et de la Consommation
(DGCC), accompagné au Gabon pour la
mise en place d'un système de management
selon l'ISO 17 025 en vue de l'accréditation.



Résultats du PIQAC sur le plan National

Cameroun

Salle de conditionnement de
S.C.R MAYA située au Cameroun
et certifiée ISO 22 000 grâce à
l'Assistance Technique du PIQAC.





COMPOSANTES TECHNIQUES DU PIQAC	RÉSULTATS ATTENDUS
COMPOSANTE 1	<p>Résultat 1.1*</p> <p>Établissement de la Politique Qualité au niveau Régional</p>
COMPOSANTE 2	<p>Résultat 2.1**</p> <p>Un mécanisme de coordination des activités de normalisation et de promotion de la qualité est établi au niveau régional (CEMAC-NORM)</p>
	<p>Résultat 2.2</p> <p>Les capacités de certification en matière de sécurité sanitaire des aliments sont renforcées (HACCP/ISO 22 000)</p>
	<p>Résultat 2.3</p> <p>Appui aux laboratoires d'essais et d'analyses</p>
COMPOSANTE 3	<p>Résultat 3.1</p> <p>La prise de conscience sur l'importance de la qualité et de la protection des consommateurs est renforcée au niveau régional et national</p>

* D'autres documents accompagnants ceux cités ont également été adoptés par le Cameroun :

- > Règlement portant sur la mise en œuvre de la PQR
- > Plan d'actions de la mise en œuvre de la PQR
- > Guide pour la déclinaison de la PQR au niveau national

RÉSULTATS OBTENUS

EFFETS/IMPACTS OBSERVÉS

1 Politique Qualité Régionale (PQR) a été élaborée, validée et adoptée par les États bénéficiaires du PIQAC dont la République du Cameroun

La déclinaison de cette PQR en politique qualité nationale dans une prochaine phase du PIQAC permettrait d'avoir une vision commune en matière d'infrastructure qualité (IQ) dans la sous-région. Elle pourrait également être le catalyseur du fonctionnement effectif des institutions de l'IQ

Le Protocole d'Accord de l'organisation sous régionale pour l'harmonisation des normes en Afrique Centrale CEMAC-NORM a été élaboré, validé et adopté par les États bénéficiaires du PIQAC dont la République du Cameroun

La mise en œuvre effective de CEMAC-NORM dans une prochaine phase du PIQAC permettrait d'avoir des effets/impacts notamment en favorisant les échanges intra régionaux.

La Stratégie pour l'harmonisation de la normalisation dans la sous-région de l'Afrique Centrale a été élaborée, validée et adoptée par les États bénéficiaires du PIQAC dont la République du Cameroun

> 2 entreprises ont bénéficié de l'assistance technique du PIQAC pour la mise en place du système de Management de la Sécurité des Denrées Alimentaires (SMSDA) en vue de la certification selon l'ISO 22 000 (MAYA et CAMLAIT)

Grâce au PIQAC un client qui avait cessé d'acheter chez CAMALAIT depuis 8 ans a renoué avec l'entreprise

> 1 entreprise certifiée ISO 22 000 (MAYA)

> 3 Consultants ont été formés dans le domaine de la sécurité des aliments

1 des consultants formés a été recruté comme Consultant et co-gérant d'un Cabinet Conseil international.

> 3 auditeurs tierce partie IRCA ISO 22 000 formés

> 3 auditeurs certifiés IRCA ISO 22 000

> 1 laboratoire a bénéficié de l'accompagnement à la mise en place du système de management de la qualité selon l'ISO 17 025 en vue de l'accréditation (LANAVET)

Le laboratoire HYDRAC a bénéficié d'un diagnostic selon l'ISO 17 025 et de plusieurs formations

> Don de 16 équipements à 2 laboratoires (LANAVET et HYDRAC)

507 personnes formées/sensibilisées

> 1 association de défense des consommateurs accompagnée dans la réalisation d'un atelier de sensibilisation (frais entièrement pris en charge par le PIQAC) - 44 personnes formées pendant l'atelier

Un Prix Qualité Régional créé. Le référentiel de ce prix ainsi que d'autres documents l'accompagnant ont été validés et adoptés par les pays bénéficiaires du PIQAC dont la République du Cameroun.

L'organisation du prix dans une prochaine phase, sur le plan national puis régional, permettrait de renforcer la culture qualité au sein des entreprises, l'engouement pour la mise en place des systèmes de management qualité et d'agir sur les comportements des consommateurs.

✱✱ D'autres documents accompagnants ceux cités ont également été adoptés par le Cameroun :

- > Règlement Intérieur de la CEMAC-NORM
- > Plan d'actions pour la mise en œuvre de la stratégie



Résultats du PIQAC sur le plan National

Gabon

Salle des machines de SIGALLI, située
au Gabon et certifiée ISO 22 000 grâce
à l'Assistance Technique du PIQAC.





FICHE DE RÉSULTATS

COMPOSANTES TECHNIQUES DU PIQAC	RÉSULTATS ATTENDUS
COMPOSANTE 1	<p>Résultat 1.1</p> <p>Établissement de la Politique Qualité au niveau Régional</p>
COMPOSANTE 2	<p>Résultat 2.1</p> <p>Un mécanisme de coordination des activités de normalisation et de promotion de la qualité est établi au niveau régional (CEMAC-NORM)</p>
	<p>Résultat 2.2</p> <p>Les capacités de certification en matière de sécurité sanitaire des aliments sont renforcées (HACCP/ISO 22 000)</p>
	<p>Résultat 2.3</p> <p>Appui aux laboratoires d'essais et d'analyses</p>
COMPOSANTE 3	<p>Résultat 3.1</p> <p>La prise de conscience sur l'importance de la qualité et de la protection des consommateurs est renforcée au niveau régional et national</p>

* D'autres documents accompagnants ceux cités ont également été adoptés par le Gabon :

- > Règlement portant sur la mise en œuvre de la PQR
- > Plan d'actions de la mise en œuvre de la PQR
- > Guide pour la déclinaison de la PQR au niveau national

RÉSULTATS OBTENUS

EFFETS / IMPACTS OBSERVÉS

1 Politique Qualité Régionale (PQR) a été élaborée, validée et adoptée par les États bénéficiaires du PIQAC dont la République du Gabon

La déclinaison de cette PQR en politique qualité nationale dans une prochaine phase du PIQAC permettrait d'avoir une vision commune en matière d'infrastructure qualité (IQ) dans la sous-région. Elle pourrait également être le catalyseur du fonctionnement effectif des institutions de l'IQ

Le Protocole d'Accord de l'organisation sous régionale pour l'harmonisation des normes en Afrique Centrale CEMAC-NORM a été élaboré, validé et adopté par les États bénéficiaires du PIQAC dont la République du Gabon

La mise en œuvre effective de CEMAC-NORM dans une prochaine phase du PIQAC permettrait d'avoir des effets/impacts notamment en favorisant les échanges intra régionaux

La Stratégie pour l'harmonisation de la normalisation dans la sous-région de l'Afrique Centrale a été élaborée, validée et adoptée par les États bénéficiaires du PIQAC dont la République du Gabon

- > 3 entreprises ont bénéficié de l'assistance technique du PIQAC pour la mise en place du système de Management de la Sécurité des Denrées Alimentaires (SMSDA) en vue de la certification selon l'ISO 22 000 (SOBRAGA, SIGALLI et SMAG (BPH))
- > 2 entreprises certifiées ISO 22 000 (SOBRAGA et SIGALLI)

SIGALLI et la DGCC ont signé une convention de collaboration : le personnel du laboratoire de SIGALLI a été formé par la DGCC sur la microbiologie et les produits de SIGALLI seront maintenant analysés par la DGCC. En contrepartie, SIGALLI transportera les réactifs nécessaires à la DGCC

- > 3 Consultants ont été formés dans le domaine de la sécurité des aliments
- > 1 auditeur tierce partie IRCA ISO 22 000 formé
- > 1 auditeur certifié IRCA ISO 22 000

- > 1 consultant a été fait expert sur le SMSDA dans l'organisme de normalisation où il travaille
- > 2 des consultants ont été recrutés par le Ministère des PME pour animer une formation sur la qualité et la sécurité des denrées alimentaires

- > 1 laboratoire a bénéficié de l'accompagnement à la mise en place du système de management de la qualité selon l'ISO 17 025 en vue de l'accréditation. Il s'agit du laboratoire de la Direction Générale de la Concurrence et la Consommation (DGCC)
- > Le laboratoire National du Bâtiment et Travaux Publics du Gabon (LNBTPG) a bénéficié d'un diagnostic selon l'ISO 17 025 et de plusieurs formations
- > Don de 10 équipements au laboratoire de la DGCC

Grâce à l'accompagnement du PIQAC, le Laboratoire de la DGCC a signé une Convention de collaboration avec SIGALLI

296 personnes formées/sensibilisées

1 centaine d'associations de femmes transformatrices des produits agricoles a été formée sur la qualité et la sécurité alimentaire (frais entièrement pris en charge par le PIQAC) - 100 représentantes formées

Un Prix Qualité Régional créé. Le référentiel de ce prix ainsi que d'autres documents l'accompagnant ont été validés et adoptés par les pays bénéficiaires du PIQAC dont la République du Gabon

L'organisation du prix dans une prochaine phase, sur le plan national puis régional, permettrait de renforcer la culture qualité au sein des entreprises, l'engouement pour la mise en place des systèmes de management qualité et d'agir sur les comportements des consommateurs

✱✱ D'autres documents accompagnants ceux cités ont également été adoptés par le Gabon :

- > Règlement Intérieur de la CEMAC-NORM
- > Plan d'actions pour la mise en œuvre de la stratégie



Résultats du PIQAC sur le plan National

République Centrafricaine

Salle des machines de l'entreprise
SN HUSACA, située en République
Centrafricaine et certifiée
ISO 22 000 grâce à l'Assistance
Technique du PIQAC.





COMPOSANTES TECHNIQUES DU PIQAC	RÉSULTATS ATTENDUS
COMPOSANTE 1	<p>Résultat 1.1 *</p> <p>Établissement de la Politique Qualité au niveau Régional</p>
COMPOSANTE 2	<p>Résultat 2.1 **</p> <p>Un mécanisme de coordination des activités de normalisation et de promotion de la qualité est établi au niveau régional (CEMAC-NORM)</p> <p>Résultat 2.2</p> <p>Les capacités de certification en matière de sécurité sanitaire des aliments sont renforcées (HACCP/ISO 22 000)</p> <p>Résultat 2.3</p> <p>Appui aux laboratoires d'essais et d'analyses</p>
COMPOSANTE 3	<p>Résultat 3.1</p> <p>La prise de conscience sur l'importance de la qualité et de la protection des consommateurs est renforcée au niveau régional et national</p>

* D'autres documents accompagnants ceux cités ont également été adoptés par la RCA :

- > Règlement portant sur la mise en œuvre de la PQR
- > Plan d'actions de la mise en œuvre de la PQR
- > Guide pour la déclinaison de la PQR au niveau national

RÉSULTATS OBTENUS

EFFETS / IMPACTS OBSERVÉS

1 Politique Qualité Régionale (PQR) a été élaborée, validée et adoptée par les États bénéficiaires du PIQAC dont la République Centrafricaine

La déclinaison de cette PQR en politique qualité nationale dans une prochaine phase du PIQAC permettrait d'avoir une vision commune en matière d'infrastructure qualité (IQ) dans la sous-région. Elle pourrait également être le catalyseur du fonctionnement effectif des institutions de l'IQ

Le Protocole d'Accord de l'organisation sous régionale pour l'harmonisation des normes en Afrique Centrale CEMAC-NORM a été élaboré, validé et adopté par les États bénéficiaires du PIQAC dont la République Centrafricaine

La mise en œuvre effective de CEMAC-NORM dans une prochaine phase du PIQAC permettrait d'avoir des effets/impacts notamment en favorisant les échanges intra régionaux

La Stratégie pour l'harmonisation de la normalisation dans la sous-région de l'Afrique Centrale a été élaborée, validée et adoptée par les États bénéficiaires du PIQAC dont la République Centrafricaine

1 Projet de loi sur la Normalisation élaboré dans le cadre du PIQAC

- > 3 entreprises ont bénéficié de l'assistance technique du PIQAC pour la mise en place du système de Management de la Sécurité des Denrées Alimentaires (SMSDA) en vue de la certification selon l'ISO 22 000 (SODECA, HUSACA et EL AKHRAS)

Grâce à l'accompagnement du PIQAC, une des entreprises bénéficiaires a signé un contrat important avec une organisation internationale

- > 3 entreprises certifiées ISO 22 000

- > 3 Consultants ont été formés dans le domaine de la sécurité des aliments

1 des consultants formés a été recruté à l'issue de sa formation par une des entreprises bénéficiaires du PIQAC. Cette consultante est désormais responsable du Département Qualité de ladite entreprise

- > 1 auditeur tierce partie IRCA ISO 22 000 formé

- > 1 auditeur certifié IRCA ISO 22 000

- > 1 laboratoire a bénéficié de l'accompagnement à la mise en place du système de management de la qualité selon l'ISO 17 025 en vue de l'accréditation (LASBAD)

- > Le laboratoire Lavoisier a bénéficié d'un diagnostic selon l'ISO 17 025 et de plusieurs formations

- > Don de 23 équipements à 2 laboratoires (LASBAD et Lavoisier)

298 personnes formées/sensibilisées

1 association de défense des consommateurs accompagnée dans la réalisation d'un atelier de sensibilisation (frais entièrement pris en charge par le PIQAC) - 100 personnes sensibilisées pendant l'atelier

Un Prix Qualité Régional créé. Le référentiel de ce prix ainsi que d'autres documents l'accompagnant ont été validés et adoptés par les pays bénéficiaires du PIQAC dont la République Centrafricaine

L'organisation du prix dans une prochaine phase, sur le plan national puis régional, permettrait de renforcer la culture qualité au sein des entreprises, l'engouement pour la mise en place des systèmes de management qualité et d'agir sur les comportements des consommateurs

✱✱ D'autres documents accompagnants ceux cités ont également été adoptés par la RCA :

- > Règlement Intérieur de la CEMAC-NORM
- > Plan d'actions pour la mise en œuvre de la stratégie



Résultats du PIQAC sur le plan National

République Démocratique du Congo

Salle des machines de l'entreprise
L.U.K qui a reçu l'Assistance
Technique du PIQAC en vue de la
certification ISO 22 000 en République
Démocratique du Congo.





FICHE DE RÉSULTATS

COMPOSANTES TECHNIQUES DU PIQAC	RÉSULTATS ATTENDUS
COMPOSANTE 1	<p>Résultat 1.1 *</p> <p>Établissement de la Politique Qualité au niveau Régional</p>
COMPOSANTE 2	<p>Résultat 2.1 **</p> <p>Un mécanisme de coordination des activités de normalisation et de promotion de la qualité est établi au niveau régional (CEMAC-NORM)</p>
	<p>Résultat 2.2</p> <p>Les capacités de certification en matière de sécurité sanitaire des aliments sont renforcées (HACCP/ISO 22 000)</p>
	<p>Résultat 2.3</p> <p>Appui aux laboratoires d'essais et d'analyses</p>
COMPOSANTE 3	<p>Résultat 3.1</p> <p>La prise de conscience sur l'importance de la qualité et de la protection des consommateurs est renforcée au niveau régional et national</p>

* D'autres documents accompagnants ceux cités ont également été adoptés par la RDC :

- > Règlement portant sur la mise en œuvre de la PQR
- > Plan d'actions de la mise en œuvre de la PQR
- > Guide pour la déclinaison de la PQR au niveau national

RÉSULTATS OBTENUS

EFFETS/IMPACTS OBSERVÉS

1 Politique Qualité Régionale (PQR) a été élaborée, validée et adoptée par les États bénéficiaires du PIQAC dont la République Démocratique du Congo

La déclinaison de cette PQR en politique qualité nationale dans une prochaine phase du PIQAC permettrait d'avoir une vision commune en matière d'infrastructure qualité (IQ) dans la sous-région. Elle pourrait également être le catalyseur du fonctionnement effectif des institutions de l'IQ

Le Protocole d'Accord de l'organisation sous régionale pour l'harmonisation des normes en Afrique Centrale CEMAC-NORM a été élaboré, validé et adopté par les États bénéficiaires du PIQAC dont la République Démocratique du Congo

La mise en œuvre effective de CEMAC-NORM dans une prochaine phase du PIQAC permettrait d'avoir des effets/impacts notamment en favorisant les échanges intra régionaux

La Stratégie pour l'harmonisation de la normalisation dans la sous-région de l'Afrique Centrale a été élaborée, validée et adoptée par les États bénéficiaires du PIQAC dont la République Démocratique du Congo

1 Projet de loi sur la Normalisation élaboré dans le cadre du PIQAC

> 3 entreprises ont bénéficié de l'assistance technique du PIQAC. 2 des 3 ont reçu un accompagnement à la mise en place du système de Management de la Sécurité des Denrées Alimentaires (SMSDA) en vue de la certification selon l'ISO 22 000 (LUK et CIVAK). 1 des 3 entreprises a reçu un accompagnement à la mise en place des Bonnes Pratiques d'Hygiène (BPH) (La Sucrière).

> 3 consultants ont été formés dans le domaine de la sécurité des aliments
> 1 auditeur tierce partie IRCA ISO 22 000 formé
> 1 auditeur certifié IRCA ISO 22 000

2 des consultants formés ont déjà reçu des sollicitations de la part des entreprises désireuses de mettre en œuvre les BPH/ ISO 22 000

> 1 laboratoire a bénéficié de l'accompagnement à la mise en place du système de management de la qualité selon l'ISO 17 025 en vue de l'accréditation. Il s'agit du laboratoire de microbiologie de l'Office Congolais de Contrôle de Kinshasa (OCC)
> Le laboratoire National des Travaux Publics de l'Office des routes a bénéficié d'un diagnostic selon l'ISO 17 025 et de plusieurs formations
> Don de 31 équipements à 2 laboratoires (Office des Routes et OCC Kinshasa)

432 personnes formées/sensibilisées

1 association de défense des consommateurs accompagnée dans la réalisation d'un atelier de sensibilisation (frais entièrement pris en charge par le PIQAC) - 73 personnes sensibilisées pendant l'atelier

Un Prix Qualité Régional créé. Le référentiel de ce prix ainsi que d'autres documents l'accompagnant ont été validés et adoptés par les pays bénéficiaires du PIQAC dont la République Démocratique du Congo

L'organisation du prix dans une prochaine phase, sur le plan national puis régional, permettrait de renforcer la culture qualité au sein des entreprises, l'engouement pour la mise en place des systèmes de management qualité et d'agir sur les comportements des consommateurs

✱✱ D'autres documents accompagnants ceux cités ont également été adoptés par la RDC :

- > Règlement Intérieur de la CEMAC-NORM
- > Plan d'actions pour la mise en œuvre de la stratégie



Résultats du PIQAC sur le plan National

République du Congo

Laboratoire de la société BAYO,
située en République du Congo
et certifiée ISO 22 000 grâce à
l'Assistance Technique du PIQAC.





COMPOSANTES TECHNIQUES DU PIQAC	RÉSULTATS ATTENDUS
COMPOSANTE 1	<p>Résultat 1.1 *</p> <p>Établissement de la Politique Qualité au niveau Régional</p>
COMPOSANTE 2	<p>Résultat 2.1 **</p> <p>Un mécanisme de coordination des activités de normalisation et de promotion de la qualité est établi au niveau régional (CEMAC-NORM)</p>
	<p>Résultat 2.2</p> <p>Les capacités de certification en matière de sécurité sanitaire des aliments sont renforcées (HACCP/ISO 22 000)</p>
	<p>Résultat 2.3</p> <p>Appui aux laboratoires d'essais et d'analyses</p>
COMPOSANTE 3	<p>Résultat 3.1</p> <p>La prise de conscience sur l'importance de la qualité et de la protection des consommateurs est renforcée au niveau régional et national</p>

* D'autres documents accompagnants ceux cités ont également été adoptés par le Congo :

- > Règlement portant sur la mise en œuvre de la PQR
- > Plan d'actions de la mise en œuvre de la PQR
- > Guide pour la déclinaison de la PQR au niveau national

RÉSULTATS OBTENUS

EFFETS / IMPACTS OBSERVÉS

1 Politique Qualité Régionale (PQR) a été élaborée, validée et adoptée par les États bénéficiaires du PIQAC dont la République du Congo

La déclinaison de cette PQR en politique qualité nationale dans une prochaine phase du PIQAC permettrait d'avoir une vision commune en matière d'infrastructure qualité (IQ) dans la sous-région. Elle pourrait également être le catalyseur du fonctionnement effectif des institutions de l'IQ

Le Protocole d'Accord de l'organisation sous régionale pour l'harmonisation des normes en Afrique Centrale CEMAC-NORM a été élaboré, validé et adopté par les États bénéficiaires du PIQAC dont la République du Congo

La mise en œuvre effective de CEMAC-NORM dans une prochaine phase du PIQAC permettrait d'avoir des effets/impacts notamment en favorisant les échanges intra régionaux

La Stratégie pour l'harmonisation de la normalisation dans la sous-région de l'Afrique Centrale a été élaborée, validée et adoptée par les États bénéficiaires du PIQAC dont la République du Congo

Élaboration des textes d'application de la loi sur la normalisation

- > 3 entreprises ont bénéficié de l'assistance technique du PIQAC. 2 pour la mise en place du système de Management de la Sécurité des Denrées Alimentaires (SMSDA) en vue de la certification selon l'ISO 22 000 (BAYAO et GLOBALINE). 1 pour la mise en place des Bonnes Pratiques d'Hygiène (SELEBOUCK et Fils)
- > 2 entreprises certifiées ISO 22 000 (BAYO et GLOBALINE)

- > 2 Consultants ont été formés dans le domaine de la sécurité sanitaire des aliments
- > 2 auditeurs tierce partie IRCA ISO 22 000 formés
- > 1 auditeur certifié IRCA ISO 22 000

1 des consultants formés a été sollicité pour intervenir périodiquement comme consultant dans l'une des entreprises bénéficiaires du PIQAC en vue d'entretenir le SMSDA mis en place par les experts internationaux

- > 1 laboratoire a bénéficié de l'accompagnement à la mise en place du système de management de la qualité selon l'ISO 17 025 en vue de l'accréditation. Il s'agit du laboratoire de La Congolaise des Eaux (LCDE)
- > Le laboratoire du Bureau de Contrôle du Bâtiment et des Travaux Publics (BCBTP) a bénéficié d'un diagnostic selon l'ISO 17 025 et de plusieurs formations
- > Don de 12 équipements au laboratoire de la LCDE

325 personnes formées/sensibilisées

Un Prix Qualité Régional créé. Le référentiel de ce prix ainsi que d'autres documents l'accompagnant ont été validés et adoptés par les pays bénéficiaires du PIQAC dont la République du Congo

L'organisation du prix dans une prochaine phase, sur le plan national puis régional, permettrait de renforcer la culture qualité au sein des entreprises, l'engouement pour la mise en place des systèmes de management qualité et d'agir sur les comportements des consommateurs

✱✱ D'autres documents accompagnants ceux cités ont également été adoptés par le Congo :

- > Règlement Intérieur de la CEMAC-NORM
- > Plan d'actions pour la mise en œuvre de la stratégie



Résultats du PIQAC sur le plan National

Sao Tomé et Príncipe

Salle de conditionnement des produits
de l'entreprise Zuntabawé, située
à Sao Tomé et Príncipe, qui a reçu
l'Assistance Technique du PIQAC en vue
de la certification selon l'ISO 22 000.





COMPOSANTES TECHNIQUES DU PIQAC	RÉSULTATS ATTENDUS
COMPOSANTE 1	<p>Résultat 1.1 *</p> <p>Établissement de la Politique Qualité au niveau Régional</p>
COMPOSANTE 2	<p>Résultat 2.1 **</p> <p>Un mécanisme de coordination des activités de normalisation et de promotion de la qualité est établi au niveau régional (CEMAC-NORM)</p>
	<p>Résultat 2.2</p> <p>Les capacités de certification en matière de sécurité sanitaire des aliments sont renforcées (HACCP/ISO 22 000)</p>
	<p>Résultat 2.3</p> <p>Appui aux laboratoires d'essais et d'analyses</p>
COMPOSANTE 3	<p>Résultat 3.1</p> <p>La prise de conscience sur l'importance de la qualité et de la protection des consommateurs est renforcée au niveau régional et national</p>

* D'autres documents accompagnants ceux cités ont également été adoptés par la République de Sao Tomé et Príncipe :

- > Règlement portant sur la mise en œuvre de la PQR
- > Plan d'actions de la mise en œuvre de la PQR
- > Guide pour la déclinaison de la PQR au niveau national

RÉSULTATS OBTENUS

EFFETS / IMPACTS OBSERVÉS

1 Politique Qualité Régionale (PQR) a été élaborée, validée et adoptée par les États bénéficiaires du PIQAC dont la République de Sao Tomé et Príncipe

La déclinaison de cette PQR en politique qualité nationale dans une prochaine phase du PIQAC permettrait d'avoir une vision commune en matière d'infrastructure qualité (IQ) dans la sous-région. Elle pourrait également être le catalyseur du fonctionnement effectif des institutions de l'IQ

Le Protocole d'Accord de l'organisation sous régionale pour l'harmonisation des normes en Afrique Centrale CEMAC-NORM a été élaboré, validé et adopté par les États bénéficiaires du PIQAC dont la République de Sao Tomé et Príncipe

La mise en œuvre effective de CEMAC-NORM dans une prochaine phase du PIQAC permettrait d'avoir des effets/impacts notamment en favorisant les échanges intra régionaux

La Stratégie pour l'harmonisation de la normalisation dans la sous-région de l'Afrique Centrale a été élaborée, validée et adoptée par les États bénéficiaires du PIQAC dont la République de Sao Tomé et Príncipe

> 2 entreprises ont bénéficié de l'assistance technique du PIQAC. 1 pour la mise en place du système de Management de la Sécurité des Denrées Alimentaires (SMSDA) en vue de la certification selon l'ISO 22 000 (Zuntabaué). 1 pour la mise en place des Bonnes Pratiques d'Hygiène (BPH) (Sabores)

> 2 laboratoires ont bénéficié de l'accompagnement à la mise en place du système de management de la qualité selon l'ISO 17 025 en vue de l'accréditation (CIAT et EMAE)
> Don de 108 équipements à 2 laboratoires (CIAT et EMAE)

105 personnes formées/sensibilisées

Un Prix Qualité Régional créé. Le référentiel de ce prix ainsi que d'autres documents l'accompagnant ont été validés et adoptés par les pays bénéficiaires du PIQAC dont la République de Sao Tomé et Príncipe

L'organisation du prix dans une prochaine phase, sur le plan national puis régional, permettrait de renforcer la culture qualité au sein des entreprises, l'engouement pour la mise en place des systèmes de management qualité et d'agir sur les comportements des consommateurs

*** D'autres documents accompagnants ceux cités ont également été adoptés par la République de Sao Tomé et Príncipe :

- > Règlement Intérieur de la CEMAC-NORM
- > Plan d'actions pour la mise en œuvre de la stratégie



Résultats du PIQAC sur le plan National

Tchad

Photo de groupe à l'issue de l'atelier de sensibilisation organisé en partenariat avec l'Association nationale des consommateurs (ADC) du Tchad.





FICHE DE RÉSULTATS

COMPOSANTES TECHNIQUES DU PIQAC	RÉSULTATS ATTENDUS
COMPOSANTE 1	<p>Résultat 1.1 *</p> <p>Établissement de la Politique Qualité au niveau Régional</p>
COMPOSANTE 2	<p>Résultat 2.1 **</p> <p>Un mécanisme de coordination des activités de normalisation et de promotion de la qualité est établi au niveau régional (CEMAC-NORM)</p>
	<p>Résultat 2.2</p> <p>Les capacités de certification en matière de sécurité sanitaire des aliments sont renforcées (HACCP/ISO 22 000)</p>
	<p>Résultat 2.3</p> <p>Appui aux laboratoires d'essais et d'analyses</p>
COMPOSANTE 3	<p>Résultat 3.1</p> <p>La prise de conscience sur l'importance de la qualité et de la protection des consommateurs est renforcée au niveau régional et national</p>

* D'autres documents accompagnants ceux cités ont également été adoptés par le Tchad :

- > Règlement portant sur la mise en œuvre de la PQR
- > Plan d'actions de la mise en œuvre de la PQR
- > Guide pour la déclinaison de la PQR au niveau national

RÉSULTATS OBTENUS

EFFETS / IMPACTS OBSERVÉS

1 Politique Qualité Régionale (PQR) a été élaborée, validée et adoptée par les États bénéficiaires du PIQAC dont la République du Tchad

La déclinaison de cette PQR en politique qualité nationale dans une prochaine phase du PIQAC permettrait d'avoir une vision commune en matière d'infrastructure qualité (IQ) dans la sous-région. Elle pourrait également être le catalyseur du fonctionnement effectif des institutions de l'IQ

Le Protocole d'Accord de l'organisation sous régionale pour l'harmonisation des normes en Afrique Centrale CEMAC-NORM a été élaboré, validé et adopté par les États bénéficiaires du PIQAC dont la République du Tchad

La mise en œuvre effective de CEMAC-NORM dans une prochaine phase du PIQAC permettrait d'avoir des effets/impacts notamment en favorisant les échanges intra régionaux

La Stratégie pour l'harmonisation de la normalisation dans la sous-région de l'Afrique Centrale a été élaborée, validée et adoptée par les États bénéficiaires du PIQAC dont la République du Tchad

- > 3 entreprises ont bénéficié de l'assistance technique du PIQAC. 2 des 3 ont reçu un accompagnement à la mise en place du système de Management de la Sécurité des Denrées Alimentaires (SMSDA) en vue de la certification selon l'ISO 22 000 (Coton Tchad et CIC). 1 des 3 entreprises a reçu un accompagnement à la mise en place des Bonnes Pratiques d'Hygiène (BPH) (STE)

- > 1 entreprise certifiée ISO 22 000 (CIC)

- > 3 Consultants ont été formés dans le domaine de la sécurité des aliments

- > 2 auditeurs tierce partie IRCA ISO 22 000 ont été formés

- > 1 auditeur certifié IRCA ISO 22 000

1 consultant formé a reçu déjà deux sollicitations de la part des entreprises désireuses de mettre en œuvre l'ISO 22 000

- > 1 laboratoire a bénéficié de l'accompagnement à la mise en place du système de management de la qualité selon l'ISO 17 025 en vue de l'accréditation (CECOQDA)

- > Le laboratoire du Bâtiment et des Travaux Publics (LBTP) a bénéficié d'un diagnostic selon l'ISO 17 025 et de plusieurs formations

- > Don de 31 équipements à 2 laboratoires (CECOQDA et LBTP)

422 personnes formées/sensibilisées

1 association de défense des consommateurs accompagnée dans la réalisation d'un atelier de sensibilisation (frais entièrement pris en charge par le PIQAC) - 60 personnes sensibilisées pendant l'atelier

Un Prix Qualité Régional créé. Le référentiel de ce prix ainsi que d'autres documents l'accompagnant ont été validés et adoptés par les pays bénéficiaires du PIQAC dont la République du Tchad

L'organisation du prix dans une prochaine phase, sur le plan national puis régional, permettrait de renforcer la culture qualité au sein des entreprises, l'engouement pour la mise en place des systèmes de management qualité et d'agir sur les comportements des consommateurs

✱✱ D'autres documents accompagnants ceux cités ont également été adoptés par le Tchad :

- > Règlement Intérieur de la CEMAC-NORM

- > Plan d'actions pour la mise en œuvre de la stratégie



Le PIQAC est financé par l'Union européenne



Le PIQAC est mis en œuvre par l'ONUDI

QUI EST QUI ?

CEEAC : Communauté Économique des États de l'Afrique Centrale

CEMAC : Communauté Économique et Monétaire de l'Afrique Centrale

ONUDI : Organisation des Nations Unies pour le Développement Industriel

UE : Union européenne

TII : Département de la promotion du Commerce, de l'Investissement et de l'Innovation de l'ONUDI

QUI EST QUOI ?

AT : Assistance Technique

CEMAC-NORM : Stratégie Régionale d'Harmonisation des normes et protocole d'accord régional sur la Normalisation développés dans le cadre du PIQAC

SMSDA : Système de Management de la Sécurité des Denrées Alimentaires

IQ : Infrastructure Qualité

ISO : Organisation Internationale de Normalisation

f piqac.afrique.centrale
www.piqac.org

Département de la promotion du commerce,
des investissements et de l'innovation (TII)
Vienna International Centre, P.O. Box 300, 1400 Vienne, Autriche
tii@unido.org
www.unido.org

©2018 Organisation des Nations Unies pour le Développement Industriel

Ce document a été réalisé avec le soutien financier de l'Union européenne. Il n'a pas été soumis à une révision officielle des Nations Unies, et ne peut être considéré comme reflet de la position officielle des Nations Unies, de son secrétariat ou de l'Union européenne.



Initié par la Communauté Économique et Monétaire de l'Afrique Centrale (CEMAC), en concertation avec la Communauté Économique des États de l'Afrique Centrale (CEEAC), le Programme Infrastructure Qualité de l'Afrique Centrale, le PIQAC, a été financé par l'Union européenne et exécuté par l'Organisation des Nations Unies pour le Développement Industriel (ONUDI) entre fin 2014 et février 2019.

Cette brochure présente les résultats atteints par ce Programme durant sa phase de mise en œuvre sur le plan régional et au niveau national pour les sept pays participants.

 [piqac.afrique.centrale](https://www.facebook.com/piqac.afrique.centrale)

www.piqac.org



Le PIQAC est financé
par l'Union européenne



Le PIQAC est mis en
œuvre par l'ONUDI

